

directeur de l'hebdomadaire *Vision*, arrêtés l'un pour «atteinte à la sécurité de l'État», le second pour «avoir dévoilé des secrets militaires en temps de guerre». En même temps, l'appel se réjouissait de la libération de deux autres journalistes arrêtés pour les mêmes motifs en mars.

Tout autant que la répression politique, l'ignorance de la population nuit à la liberté d'expression. «*Dans les pays du Sud, les médias sont presque inexistantes, élitistes et souvent à caractère commercial*, constate Jane Duncan, du Freedom of Expression Institute (Afrique du Sud). *Il faut mener des actions de développement et d'éducation, parce que beaucoup de gens ne savent pas qu'ils ont droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, qu'elle soit de source gouvernementale ou privée.*»

À l'ordre du jour du congrès figurait la censure des médias dans les Balkans, la lutte pour les médias en Asie du Sud-Est et la tendance à la concentration des médias dans le Nord, forme sournoise de restriction de la parole dans



Une des photos d'Henri Cartier-Bresson rassemblées dans l'album publié en avril 1999 par Reporters sans frontières pour la Journée de la liberté de la presse.

les pays qui se disent démocratiques.

Dénoncer les violations de la liberté d'expression ne peut seul suffire à y mettre un terme. Mais, comme le rappelle un document officiel, «*on a vu des campagnes d'envois de lettres ouvrir des portes de prison, lever des interdictions sur des publications et même sauver des vies*». De plus, précise David Makali, «*souvent nous ne trouvons pas*

de soutien dans nos propres pays, mais si nous obtenons un soutien international, même les ennemis commencent à avoir un petit peu peur.

Pour beaucoup de participants, la force de la réunion annuelle d'IFEX est bien de dégager un sentiment encourageant de solidarité. «*En parlant avec des gens de différents pays, vous trouvez des réponses à des questions que vous*

vous posez, estime Viktoya Kazlova, de la Glasnost Defence foundation (Russie). *Et maintenant, quand je retournerai à mon ordinateur et que j'écrirai une lettre, je m'adresserai à des amis, pas à une communauté internationale abstraite.* ●

Wayne Sharpe,
Directeur exécutif
d'IFEX,
Toronto (Canada)

HABITAT *Dans deux quartiers pauvres de Santo Domingo, la capitale de la République dominicaine, la population s'organise pour sortir du ghetto. Résultat: les aides au développement s'adaptent à ses demandes.*

LES PAUVRES SE PRENNENT EN MAIN

Depuis trente ans, ils vivaient au milieu des ordures, là où se déversent les eaux usées de l'industrie, sur un terrain bourbeux. Sans accès à l'eau ni aux services sanitaires. Deux quartiers pauvres, La Ciénaga de Guachapita et Los Gandules, en plein milieu de la ville de

Santo Domingo, soit 48.000 personnes, la plupart au chômage ou à peine arrivés de la campagne. Marginalisés au cœur d'une capitale qui compte près d'un million d'autres marginalisés. Ils vivent dans des petites cabanes collées les unes aux autres (70 % d'entre

elles sont en état délabré), s'entassent à cinq ou six dans des habitations de 18 à 24 m², sont obligés d'investir la rue pour donner un bain à leurs enfants ou organiser des réunions. Et quelle rue! Faite de boue, elle n'est praticable par aucune voiture: seuls les «*moto-*

conchos» (motos auxquelles on ajoute un porte-bagages et qui servent de taxi) y circulent. Pour chercher l'eau, certaines femmes et enfants font des kilomètres à pied. La plupart travaillent en tant que «*chiriperos*»: une charrette élégamment installée au milieu du chemin, ils

vendent des chaussures un jour et de la noix de coco, de la glace, du gâteau fait maison ou du jus de fruit le lendemain. Lorsqu'ils arrivent à rassembler 100 dollars mensuels par famille, ils peuvent s'estimer heureux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils travaillent tous, qu'ils aient sept ou 65 ans. Et ceux qui ne font rien sont considérés comme des «vagos», des paresseux. Du coup, on assiste à une émigration importante de femmes vers l'Espagne, où elles deviennent domestiques et nourrissent ainsi toute leur famille restée sur place.

FAIRE FRONT

La situation des habitants de ces quartiers n'avait rien d'enviable. D'où leur surprise lorsqu'un jour les propriétaires des terrains, la famille Vicini, déclarent vouloir reprendre leurs terres et menacent de les déloger. Ce jour-là, tout pauvres et démunis qu'ils étaient, ils ont résisté en formant un front commun et en créant le Comité de défense des droits des quartiers (COPADEBA), ce qui leur a permis de rester là.

Fort de deux maximes, «*Protestation va avec proposition*» et «*construction avec participation*», le COPADEBA cherche à trouver des solutions à des problèmes sociaux dans des quartiers populaires. Il s'oppose aux expulsions sauvages et défend les droits des habitants. Pour répondre aux problèmes urbains, environnementaux et sociaux qui affectent ces quartiers, il propose de construire une «Cité alternative» et a reçu le statut d'ONG qui lui permet d'acquiescer une certaine indépendance économique et d'action. Il reçoit l'aide d'organisations italiennes (MLAL et MISEREOR) ainsi que du programme MOST de l'UNESCO.

Approuvé par l'UNESCO en juin 1996, MOST a été

créé pour débattre de l'environnement urbain, des villes et des relations sociales entre hommes et femmes. L'idée était que les femmes, et tout particulièrement celles qui vivent dans des conditions difficiles, dans des structures familiales instables et dans des environnements dégradés, puissent être aidées pour faire face. Le projet de Santo Domingo répondait tout-à-fait à ces principes.

À Santo Domingo, MOST s'est donc associé à une coordination d'une vingtaine d'associations de quartiers qui comptent entre 15 et 300 personnes chacune pour la mise en place d'un plan: il s'agit de transformer les logements et les espaces urbains, de les rendre salubres, habitables. Mais pas n'importe comment. Le plan fait participer toute la population concernée aux réalisations des architectes,

circulait dans des tubes de plastique blanc, rafistolés tant bien que mal, et qui passaient au milieu des «eaux noires» (eaux usées), est aujourd'hui canalisée et protégée. Les gens ne se rendaient pas compte qu'elle était à l'origine des maladies parasitaires (principale cause de la mortalité infantile); ils voyaient seulement que l'eau qu'ils buvaient «*semblait transparente, donc propre*». De plus, 45 % des terrains jusqu'alors impraticables et remplis de poubelles, sont aujourd'hui habitables. Il a fallu pour cela démolir une partie des constructions, surtout celles situées à l'endroit où se déversaient les eaux usées et qui sont aujourd'hui recouvertes à 80 %. De plus, les ruelles jusque-là boueuses, sont de plus en plus asphaltées, créant un nouveau lien physique entre ces quartiers et la ville.

nouvelles générations semblent avoir bien reçu le message puisque les jeunes tentent, coûte que coûte, de se lancer dans des métiers liés à l'économie et au social.

Un dispensaire a même été construit. Mais les habitants ont du mal à se l'approprier, parce qu'ils étaient habitués à se rendre directement à l'hôpital en cas de maladie. De la même manière, ils n'ont pas voulu qu'on leur construise un espace vert, que les techniciens, eux, pensaient indispensable. «*Un parc, c'est pour les vieux*», disent-ils, «*nous, on préférerait un club de sport*», pour éviter que les enfants jouent au base-ball au milieu des poubelles.

UN MODÈLE?

Depuis deux ans, le programme MOST de l'UNESCO finance une étude sur l'expérience de développement de la Ciudad Alternativa et voudrait s'en inspirer pour résoudre des situations similaires en Amérique latine (d'autres études ont lieu au Sénégal, au Burkina Faso, au Bénin, en Argentine, au Brésil, en Bulgarie et en Roumanie). Cette expérience a montré, en effet, à quel point la participation des populations concernées, des associations de quartier, des ONG, du gouvernement, et un appui international, peut être positive pour transformer un quartier pauvre tout en respectant la dignité de ses habitants. Nos sociétés latino-américaines ne peuvent plus attendre que le remède du développement leur arrive de l'extérieur. Car, comme l'affirme la devise quotidienne de la Cité Alternative: «*les droits des quartiers sont aussi des droits de l'homme*». ●

*Isabel Rauber,
directrice du groupe de
réflexion socio-historique
Pasado y Presente en
République dominicaine,
avec C.L.*



Participer à la reconstruction des quartiers pauvres.

urbanistes, environnementalistes et sociologues. Pas question de parachuter ces techniciens spécialisés dans ces quartiers pour modifier ceux-ci sans tenir compte des attentes des habitants. Attentes dont l'Église catholique locale, forte de ses 1800 membres, est souvent le seul porte-parole.

L'application du plan a commencé au début de l'année 1997, et ses effets sur les conditions de vie des habitants se sont très vite fait sentir. L'eau potable, qui

Pour les enfants, un «*cercle polyvalent*», appuyé par la municipalité, les techniciens du plan et les mères volontaires, offre un service de garderie et d'enseignement primaire. Il est payant pour pouvoir être autogéré et indépendant. Les professeurs sont souvent du coin. Il est vrai que l'éducation joue ici un rôle central puisqu'il s'agit de former les habitants des quartiers populaires à la participation et à la transformation de leur mode d'existence. Les